

LA VOIX DE *Kanaky*



MAI-JUIN 2019 • N°13 • 100 FCFP

Email : lavoixdekanaky@gmail.com

ISSN 260663239

Destination KANAKY



L'humanité

DANS CE NUMÉRO

EDITORIAL

Milakulo, le miracle ? 2

POLITIQUE

L'abstention notre principal
adversaire ! 2-3

MESSMER, la circulaire à
double tranchant 3

LISTE ÉLECTORALE

S'inscrire sur la liste
électorale référendaire 4

HISTOIRE

Vers l'indépendance,
doucement 5

ENSEIGNEMENT

Annulation de la réforme du
primaire 6

ÉCOLOGIE

Une nouvelle donne 7

INTERNATIONAL

Nos résultats dans les urnes
donnent un élan positif 7

SOCIAL

Emploi local (épisode 2) 8

Milakulo, le miracle ?

L'Éveil Océanien, seule nouveauté de ces élections provinciales du 12 mai 2019, probablement une surprise pour beaucoup d'entre nous mais pas pour son « capitaine » Milakulo Tukumuli docteur ès mathématiques, natif de Thio, calédonien d'origine futunienne. Au milieu des petites listes il démontre par a+b que son pari d'engager un parti communautaire sur les bases de l'Union Océanienne « Uvea mo Futuna » de 1989 serait gagnant : 6077 voix, 4 sièges en Province Sud et 3 au Congrès. Bravo ! Mais la véritable nouveauté c'est qu'il se retrouve « faiseur de démocratie » au Congrès avec ses 3 sièges au milieu des 26 voix indépendantistes et 25 voix loyalistes, contraint de contester d'avoir été comptabilisé « loyalistes » par les médias : « ma communauté a été manipulée pendant 30 ans ça suffit ! » Quand 3 voix se sont portées sur Sonia Backès à la présidence de la Province Sud personne n'a crié au scandale mais une semaine plus tard 3 voix se portent sur Rock Wamytan à la présidence du Congrès, déclenchent une foule de commentaires ahuris voire racistes pour certains, sur cette prise de position. Sans stigmatiser personne, si l'Éveil Océanien avait voté pour Magali Manuohalalo au second tour il aurait été « flingué » de la même manière ou pire par les indépendantistes, il aurait pu s'abstenir jusqu'au 3^e tour et Rock Wamytan aurait été élu de toute façon avec ou sans la voix du PT, il n'a pas mis de manou ce matin-là, mais



force est de reconnaître qu'il en a... Après une dérive de leur électorat vers Calédonie Ensemble, deux députés et un sénateur en passant quand même, qui a bien instrumentalisé la levée des deux drapeaux en attisant la terreur de Kanaky, c'est l'Avenir En Confiance qui revient en Force avec une « wonder » Backès prête à remettre les Kanak à leur place, assurer la Calédonie dans la France faire croire n'importe quoi à des « Calédoniens français » qui n'ont pas encore compris que ce qui fait progresser ce pays c'est bien notre revendication et que seule l'Indépendance, partenariat ou pas, sera la seule issue intelligente et pacifique possible. Elle va réinstaurer la sécurité en éradiquant la délinquance Kanak bien entendu, ramener la croissance économique, purger l'indépendance et assurer la paix. 28 802 électeurs y ont cru et là, le parfait alibi pour ne pas y arriver, Calédonie Ensemble bien sûr mais surtout « les Océaniens éveillés » qui refusent de continuer à se laisser berner encore

plus longtemps, attendent les vraies solutions aux problèmes du quotidien des petites gens pourquoi pas avec les diables indépendantistes « océaniens » eux aussi !

Félicitations à nos élus d'être restés unis au Congrès avec ce coup de pouce de l'Eveil Océanien. Nous sommes sûrs que vous relèverez ce nouveau défi pour Kanaky à l'image de la majorité autour de Jean Marie Tjibaou avec la FNSC (Fédération pour une Nouvelle Société Calédonienne) malgré les réactions violentes des années 80. Nous espérons qu'il en sera de même pour le gouvernement mais au moment où nous mettons sous presse nous ne présumons de rien.

La nouvelle majorité au congrès va enfin permettre de mettre en place les principales réformes indispensables pour répondre aux besoins de la population et ainsi asseoir toujours plus l'émancipation du pays puis fermer la parenthèse du colonialisme par un OUI massif en 2020 !



L'abstention notre principal adversaire !

Évolution de l'abstention de 1999 à 2019

1999	29 101	108 422	25,5 %
2004	29 979	119 541	23,55 %
2009	37 417	135 932	27,52 %
2014	45 807	152 457	30,00 %
2019	56 821	69 583	33,00 %

Provinces 2019

P Iles	7 106	21 205	33,51 %
P Nord	14 149	39 903	35,45 %
P Sud	35 537	108 444	32,76 %

Force est de constater que depuis la première mandature de l'accord de Nouméa la progression de l'abstention reste constante malgré notre volonté de surfer sur la dynamique du 43,3 du 4 novembre 2018.

56 821 électeurs ne sont pas allés voter à ces dernières élections provinciales de l'Accord de Nouméa, et 33 % dans ce contexte de la dernière mandature des accords c'est beaucoup trop important

Pourquoi en parler ici alors que nos efforts ont porté sur l'inscription des

kanaks sur les listes électorales, à quoi ça sert si les inscrits ne vont pas voter, d'autant plus que 40 000 personnes qui n'y ont pas droit voudraient bien le faire !

Le résultat global 2019 toutes listes confondues sur les 3 provinces :

Indépendantistes	: 46 691 voix
Loyalistes	: 51 832 voix
Éveil Océanien	: 6 077 voix
Divers neutres	: 5 562 voix

Avant d'aller chercher à convaincre au-delà de nos murs n'y a-t-il pas

MESSMER, la circulaire à double tranchant

En novembre dernier nous avons fait remarquer que notre « défaite victorieuse » du 43,3% avait sonné le réveil Kanak. C'est bien ce qui s'est produit, notamment au sein de notre jeunesse pour qui cette phase ne peut désormais que s'amplifier ne serait-ce que démographiquement avec l'arrivée massive de jeunes Kanak en âge de voter au prochain référendum de 2020.

Entre autres faits victorieux mais jamais haineux, il nous avait même été permis d'affirmer avec beaucoup d'aplomb, que les Kanak en dépit de leur main tendue, insuffisamment saisie par nombre de Calédoniens, seraient bientôt en passe de démontrer qu'ils peuvent l'emporter sans l'aide des autres. En particulier il avait été signifié aux communautés les plus nombreuses, dont celle des Caldoches et celle de nos frères Océaniens issus de Wallis et Futuna (au nombre de 15000 électeurs) de prendre leurs responsabilités à la mesure de ce résultat, dans la perspective de se positionner avec nous en bâtisseurs de notre nouvelle nation.

Depuis, plus de 6 mois se sont écoulés et nous venons de vivre les élections provinciales de la dernière mandature de l'Accord de Nouméa. On y retrouve la bien prévisible « révolution de palais » à droite qui voit cette fois l'Avenir En Confiance détrôner Calédonie Ensemble au terme d'une campagne fratricide sur fond habituel de la prime à la surenchère anti-indépendantiste. Pour autant, ces élections apportent aussi un nouvel éclairage avec cette grande surprise, celle de l'émergence du parti communautaire l'Éveil Océanien.

Resurgit alors chez nos adversaires, à ce moment crucial de notre histoire,

cette fois par le biais des institutions et au travers du rôle d'arbitre que joue le nouveau parti charnière ayant 3 sièges au congrès, la hantise de l'échec de la colonisation de peuplement. Pour rappel, celle-ci fut voulue et imposée explicitement il y a près de 50 ans par l'État français. En effet, dans sa lettre du 19 juillet 1972, Pierre Messmer, alors Premier ministre de la France, écrivait à son secrétaire d'État aux DOM-TOM : « (...) **La présence française en Calédonie ne peut être menacée, sauf guerre mondiale, que par une revendication nationaliste des populations autochtones appuyées par quelques alliés éventuels dans d'autres communautés ethniques venant du Pacifique.** À court et moyen terme, l'immigration massive de citoyens français métropolitains ou originaires des départements d'outre-mer (Réunion) devrait permettre d'éviter ce danger en maintenant et en améliorant le rapport numérique des communautés. À long terme, la revendication nationaliste autochtone ne sera évitée que si les communautés non originaires du Pacifique représentent une masse démographique majoritaire (...) sans qu'il soit besoin de textes, l'Administration peut y veiller (...) »

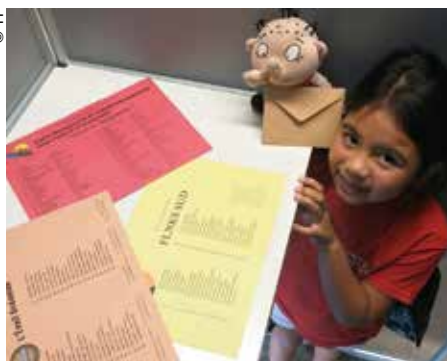
Il ne faut pas voir à travers ce rappel un quelconque ultimatum puisque

nous sommes en paix et que nous gardons confiance dans l'inéluctable indépendance de Kanaky. Mais il ne faut surtout pas ignorer ou méconnaître ce pan bien funeste de notre histoire pour notre vivre ensemble. Il a conduit aux événements de 1984 et 1988 et 2000 pour les heurts de l'Ave Maria, qui resteront à jamais gravés dans notre mémoire comme ayant été les plus grands traumatismes de ces dernières décennies.

La conscience étant ce qui se perd notamment lors du sommeil profond, d'un malaise ou encore sous l'effet d'hypnose, la reprise de connaissance peut parfois s'avérer être difficile ou longue, au point qu'il faille souvent un choc pour qu'elle se produise enfin subitement. Cette violence appartient désormais au passé. Aussi, aujourd'hui, chacun apparaît complètement éveillé et notre nouveau jour est fait de lucidité, sans déni possible de la vérité. L'instant à célébrer est celui du grand regain de démocratie qui dans sa prochaine évolution devra se libérer enfin du fardeau colonial. Alexandre Soljenitsyne, qui était aussi fin mathématicien, comme le serait notre mentor de l'Éveil Océanien, ne déclarait-il pas : « *Le colonialisme est un grand péché* ».



© YF



une mobilisation à engager dans nos propres populations puisque la répartition démographique montre bien une abstention forte dans nos propres rangs ?

Ou alors il suffit d'attendre que Kanaky accède à la pleine souveraineté faire appliquer l'obligation de vote inscrite dans la constitution du FLNKS déposée en 1987 à l'ONU sous peine de sanctions à définir comme en Australie par exemple

Quelles sont les causes de cette Abstention ?

- Les sectes ou religions qui « interdisent » de voter ;
- Les objecteurs de conscience de tous ordres ;
- Les mécontents des candidats ou des listes ;

- Une campagne trop tardive, pas assez de terrain ;
- Le manque d'accès à l'information ;
- Une manipulation de la part des médias ;
- Les procurations trop tardives non maîtrisées ;
- Les autres impondérables.

Nous avons du pain sur la planche dès aujourd'hui pour vaincre ces obstacles avant le prochain référendum. La majorité dans les Institutions ne doit pas être un leurre pour nous persuader que l'accession à la pleine souveraineté en dépend et suffira à convaincre. 

S'inscrire sur la liste électorale référendaire

Nous voulons l'indépendance, nous voulons le Pays Kanaky, alors, soyons tous INSCRITS sur la liste électorale du REFERENDUM et VOTONS en 2020.

Un certain nombre de Kanak, et plus généralement de citoyens sont encore absents de la liste électorale spéciale du prochain référendum.

Tout Kanak, appartenant au peuple premier victime de la colonisation doit pouvoir exercer son droit à l'auto-détermination. C'est notre objectif et c'est possible. Pour cela il est nécessaire de figurer d'abord sur une liste électorale générale d'une des 33 communes du Pays. Il reste jusqu'au 31 décembre 2019 pour faire une demande d'inscription en mairie.

Quelles démarches entreprendre ?

Si vous étiez sur la liste du référendum du 4 novembre 2018, votre démarche est faite on ne peut pas vous avoir supprimé, donc, pas de démarche particulière pour vous. Les explications qui suivent s'adressent alors à toutes personnes qui n'ont jamais voté, mais aussi toutes personnes mises sur la liste générale sans l'avoir su (inscription d'office) mais qui n'ont pas été placées ensuite (par oubli peut-être ou autres causes !) sur la liste spéciale du référendum.

Une règle d'or

Vérifier d'abord auprès de la mairie (service des élections) dès début juin, si on figure ou non sur la liste pour le référendum. Attention chaque mairie détient le nom des électeurs seulement de sa propre commune : donc si vous n'y êtes pas, la mairie ne saura pas si vous êtes dans une autre commune ou non. Contacter alors les communes où votre famille ou vous-même avez pu habiter.

Sachant cette difficulté, la VOIX DE KANAKY possède cette liste de tout le pays et s'organise pour vous renseigner, soit par e-mail, par téléphone, par une présence sur les lieux festifs, etc. Contactez-nous : ounou@lagoon.nc ou lavoixdekanaky@gmail.com ou sur la page FB du journal. Indiquez votre nom (de jeune fille pour les femmes mariées), prénoms, date de naissance et donnez un contact pour la réponse. Pensez à faire cette vérification pour tout l'entourage : oncles, cousins, tantines, amis etc.

Si absent, quels papiers fournir en mairie ?

Vous ne figurez pas sur la liste générale ou celle du référendum choisissez la mairie



Critères	Pièces à fournir
a) Avoir été admis à participer à la consultation du 8/11/1998	Attestation de la mairie de cette présence sur la LES de 1998
b) ou remplir les conditions pour voter à ce scrutin du 8 novembre 1998	Par tous moyens prouver sa présence en Calédonie de 1988 à 1998,
c) la présence en NC peut prendre en compte des études à l'étranger du Pays, le service militaire	Ajouter les justificatifs d'absence à ceux prouvant votre présence de 1988 à 1998 en NC
d) avoir ou avoir eu le statut civil coutumier et pour les autres natifs en NC, prouver qu'on a ses intérêts matériels et moraux au pays (CIMM)	Fournir son acte d'Etat civil (acte de naissance ou figure son statut) . Pour les natifs de droit commun, y ajouter tous documents utiles aux CIMM)
e) Avoir un des parents né en NC et y avoir ses CIMM	Donner un acte de naissance du parent ou livret de famille et ajouter la preuve des CIMM
f) Avoir 20 ans de présence en NC au plus tard le 31 décembre 2014	Donner tous justificatifs prouvant ces 20 ans jusqu'au 31 décembre 2014
g) Pour ceux nés avant le 01/01/1989 avoir eu son domicile en NC de 1988 à 1998	Donner un acte de naissance ou livret de famille ou pièce d'identité mentionnant la date de naissance + les justificatifs de présence en NC de 1988 à 1998
h) Pour ceux nés après le 01/01/1989 avoir un des parents qui pouvait être électeurs le 8 novembre 1998	Donner un acte de naissance avec filiation ou livret de famille + attestation de la mairie indiquant qu'un parent était sur la liste électorale du 8 novembre 1998 ou preuves d'une présence de 1988 à 1998

où vous habitez, ou celle où vous aurez le moins de difficulté à vous déplacer pour aller voter. Allez en mairie avec une pièce d'identité et une preuve de votre **résidence** dans la commune (facture d'électricité, ou d'eau, de téléphone, sinon certificat d'hébergement).

A la mairie vous aurez à remplir un formulaire parfois deux si vous êtes encore absent de la liste générale (LEG) utilisée pour les élections municipales. Une copie de ce ou ces formulaires ou un récépissé de votre demande doit vous être donné. N'hésitez pas à indiquer sur ces formulaires un n° de téléphone, ça peut servir !

Pour la liste pour le référendum (LESC), d'autres justificatifs sont nécessaires pour montrer qu'on est dans une des huit

catégories prévues par la loi organique de l'Accord de Nouméa.

La Voix de Kanaky choisit de faire connaître ci-dessus, ces 8 catégories prévues et les justificatifs à fournir.

Pour beaucoup de Kanak en particulier, il est essentiel d'apporter en mairie en plus de sa carte d'identité et l'hébergement, son acte de naissance où est mentionné le statut. Le fait d'être de statut coutumier est suffisant pour être mis sur la liste du référendum.

**NOUS DEVONS GAGNER CE
DEUXIÈME REFERENDUM
INSCRIVONS- NOUS EN MASSE
SUR LA LISTE ELECTORALE DU
REFERENDUM 2020.**

Vers l'indépendance, doucement mais sûrement...

Aux Provinciales/Congressiales 2019, les listes indépendantistes progressent encore

Si l'on s'en tient aux déclarations des partis (pour ou contre l'indépendance, ou « non alignés »), nous arrivons à 47,4 % des voix « engagées », un record ! Soyons TRÈS honnêtes, et comptons contre nous jusqu'à 80 % des voix des partis « neutres » : Alliance Citoyenne pour la Transition, Construire Autrement, Destin Commun Calédonien, l'Éveil Océanien. Cela ferait que la droite retrouverait tout juste son score de 2014 alors que nous augmentons de 6000 voix. (Cf. simulation « colonne 2019 bis »).

PROV : VOTES INDEP / NON IND								
	1989	1995	1999	2004	2009	2014	2019	2019 bis
non indep	39 882	45 341	42 195	54 212	54 750	61 638	51 832	61 143
Indép	19 496	25 337	28 021	33 310	39 892	43 628	46 692	49 020
non alignés	2 429	1 113	5 977	2 026	1 658	0	11 639	0
	1989	1995	1999	2004	2009	2014	2019	2019 bis
% indep	32,83 %	35,85 %	39,91 %	38,06 %	42,15 %	41,45 %	47,39 %	44,50 %
% non indep	67,17 %	64,15 %	60,09 %	61,94 %	57,85 %	58,55 %	52,61 %	55,50 %

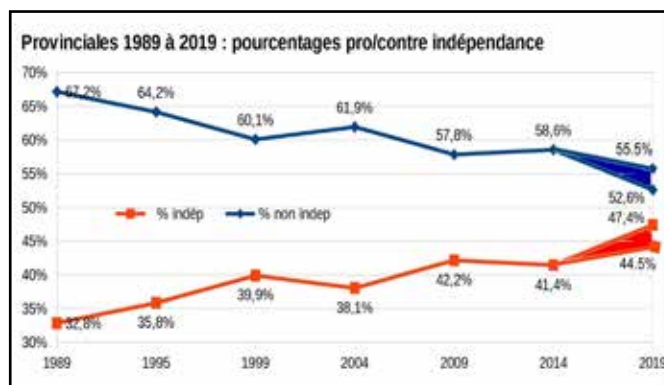
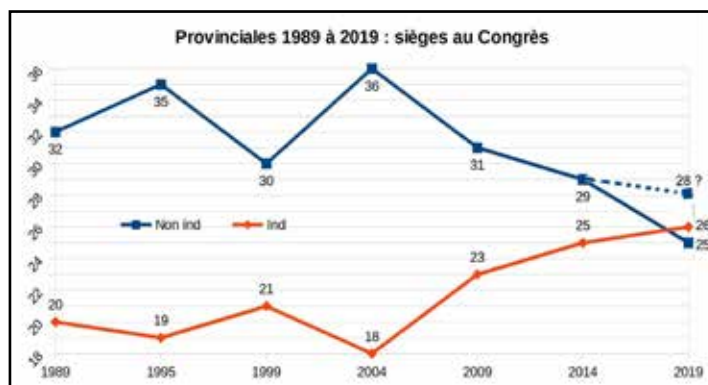
Les tableaux récapitulatifs ci contre montrent que la perte d'électeurs de la droite les met ainsi, pour la première fois depuis 30 ans, en minorité. Majorité dans cette minorité, l'Avenir en Confiance (18 élus au congrès), que certains disent « porte-parole du patronat », aura du mal à avoir la complicité de L'Éveil Océanien ou de Calédonie Ensemble pour sa politique très à droite. À suivre.

2019	elect	votes	exprim	AEC	CE	RN	CNR	FLNKS	UNI-plk	MNIS	UC	UKG	LKS	PT	ACT	CA	DCC	EO
PS voix	108444	72907	70959	28802	13122	2707	841	11269		1244				1335	2043	1852	1667	6077
PS As Pr	40			20	9	0	0	7		0				0	0	0	0	4
PS Cong	32			16	7	0	0	6		0				0	0	0	0	3
PN voix	39903	25754	25221	3072	1975				9709	554	9069			842				
PN As Pr	22			3	0				10	0	9			0				
PN Cong	15			2	0				7	0	6			0				
PI voix	21205	14099	13983	851	462				2970	173	5186	800	1536	2005				
PI As Pr	14			0	0				4	0	6	0	2	2				
PI Cong	7			0	0				2	0	3	0	1	1				
total voix	169552	112760	110163	32725	15559	2707	841	11269	12679	1971	14255	800	1536	4182	2043	1852	1667	6077
				51 832				46 692						11 639				
Tot Ass Pro	76	0	0	23	9	0	0	7	14	0	15	0	2	2	0	0	0	4
Tot Cong	54	0	0	18	7	0	0	6	9	0	9	0	1	1	0	0	0	3
Ind/Non ind				25				26						3				

Conséquence : depuis 1989, nous n'avons jamais eu autant d'élus au Congrès

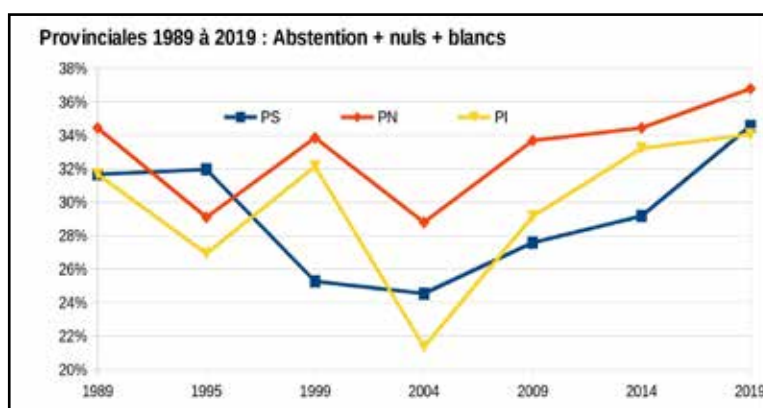
Qu'on le calcule en pourcentages de voix ou en sièges, les graphiques sont éloquentes ; nous passons de 32,8 % des voix en 1989 à 47,4 % en 2019 ou 44,5 % si l'on compte 80 % des 'non alignés' contre nous.

Et de 20 sièges en 1989 (18 en 2004) à 26 en 2019 ; et nos adversaires passent de 32 (36 au plus haut) à 25 sièges (ou 28 suivant l'attitude de l'EO).



Restons humbles cependant

- l'abstention a été forte chez nous, et nous a empêchés d'atteindre la majorité au congrès qui était pourtant possible. En consolation, nos adversaires ont eu aussi l'abstention, et la défection des Océaniens.
- Ce qui nous donne un grand espoir : convaincre toutes ces populations, abstentionnistes et cousins océaniens que la construction, ensemble, d'un pays indépendant est un formidable atout pour l'avenir, en tant que dynamique de construction, de solidarité, et d'opportunités accrues sur notre destin.

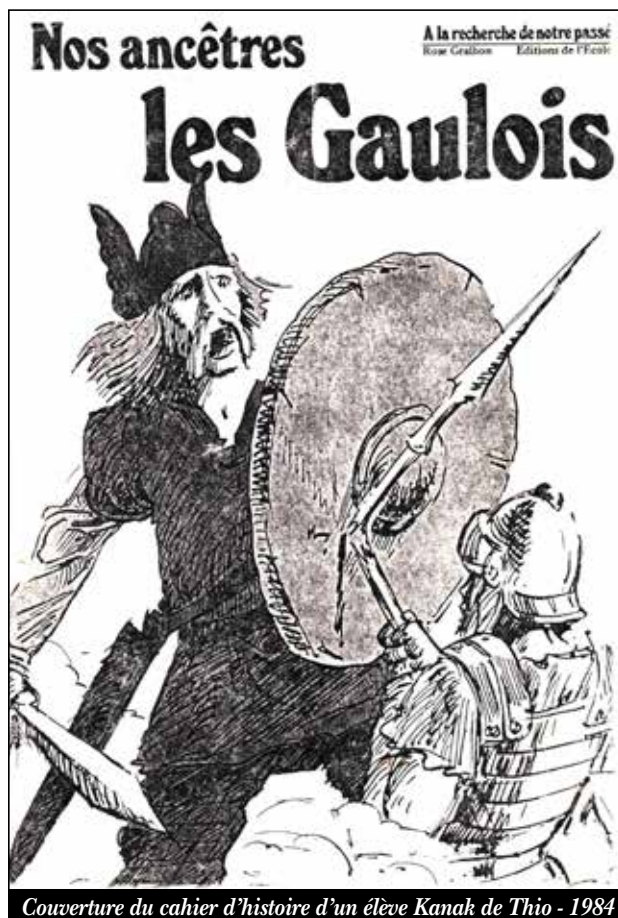


ANNULATION DE LA RÉFORME DU PRIMAIRE : le retour des vieux démons coloniaux...

Fin mai 2019, le tribunal administratif de Nouvelle Calédonie annulait deux délibérations portant réforme de l'enseignement primaire, délibérations votées, le 10 janvier dernier par les groupes Calédonie Ensemble, UNI et UC FLNKS et Nationalistes au Congrès. Cette annulation, initiée par M. Thierry Santa ne laisse rien augurer de bon pour l'avenir de l'école du Pays et montre à l'évidence que certains ne veulent toujours pas entendre parler de la culture et des langues kanak.

Effectivement, l'équipe de Mme Iekawe avait transmis les textes de la réforme du primaire en retard au Congrès de la Nouvelle Calédonie : 6 jours avant le vote, au lieu des 8 jours minimum réglementaire. Il n'en fallait pas plus pour certains esprits revanchards et tatillons qui ont tout de suite compris l'aubaine qu'il y avait, en période électorale qui plus est, d'attaquer cette réforme pourtant utile.

Qu'est-ce qui gêne nos chers élus de la Droite coloniale dans cette réforme? C'est tout simplement le fait que l'enseignement des « éléments fondamentaux de la culture kanak » devienne obligatoire pour tous les enfants des écoles primaires publiques et privées du pays! Mais quoi de plus normal? Cet



enseignement est déjà devenu obligatoire dans le second degré : tous les élèves de la sixième à la terminale ont une heure/quinzaine d'enseignement d'EFCK et à l'époque quand les élus ont eu à se prononcer sur cette réforme, on ne les a pas entendus se plaindre!

Du coup, avec cette annulation c'est

tout le dispositif de la réforme qui s'écroule : la refonte des programmes, l'adaptation et la contextualisation à la Nouvelle Calédonie et au Pacifique, l'organisation des nouveaux cycles avec l'inclusion de la classe de 6^e au cycle 3 et enfin, la création du conseil d'École dans toutes les écoles publiques du pays.

Ce coup de frein à la réforme est vraiment dommageable pour tous les parents qui s'impliquent et s'investissent dans les APE et les GPE. La création des Conseils d'école était une demande de longue date de l'UGPE, mais aussi des autres fédérations de parents d'élèves. Il s'agit de laisser une place aux parents dans les décisions qui sont prises au sein des écoles, un peu à l'image des Conseils d'administration des collèges et des lycées publics du pays où les parents et les élèves détiennent grosso modo un tiers des sièges.

Certes, cette réforme aurait pu être plus ambitieuse, mais c'était déjà un premier pas vers une amélioration de notre enseignement primaire, un premier pas vers plus de respect pour nos enfants et leurs parents et plus de respect pour la culture et les langues kanak. Malheureusement, il faudra sans doute attendre encore plusieurs mois avant que le texte ne revienne devant les élus et soit enfin appliqué!

BULLETIN D'ABONNEMENT LA VOIX DE Kanaky

Je vous communique mes coordonnées :

Prénom.....

NOM.....

Adresse.....

Tél.....

Email.....

Date..... Signature

OUI, je souhaite m'abonner à la Voix de Kanaky

☐ 1 an (6 numéros) soit 1000 F cfp

☐ 1 an abonnement de soutien (6 numéros) à partir de 3 000 F cfp ou 30 euros

☐ Si chèque en euro, 1 an (6 numéros) : 30 euros

A renvoyer accompagné de votre règlement à l'ordre de :

ELAN DES CONQUES

BP 14948 - 98803 NOUMEA CEDEX

NOUVELLE-CALÉDONIE

Banque : SGCN - Compte : 18319 06711 43116927013 46

IBAN FR76 1831 9067 1143 1169 2701 346

Bimestriel • Responsable de publication : Christian TEIN • BP 14948 - 98803 NOUMEA CEDEX • Nouvelle-Calédonie
Email : lavoixdekanaky@gmail.com • Imprimé en 2500 exemplaires sur les presses des IRN • ISSN N° 260663239

Une nouvelle donne

Un petit message sur l'écologie (Écologie : du grec « éco » la maison et « logie » la science) suite aux élections Provinciales et Européennes. Tout d'abord un grand merci aux enfants et aux jeunes de Kanaky et de la planète Terre qui se sont mobilisés pour le climat. Depuis 1974 avec René DUMONT l'écologie est entrée en politique. Avec Greenpeace, les Verts et maintenant la France Insoumise, le sujet est devenu un enjeu planétaire que seuls contestent des imbéciles criminels comme les présidents américain ou brésilien soutenus par leurs églises.

De ce fait la proposition du FLNKS de « faire de notre pays un exemple de gestion écologique » est la bienvenue, et prouve que la prise en compte de l'intérêt général peut se concrétiser. Toutefois il nous faudra attendre la nouvelle composition du gouvernement pour voir la réalité de cette proposition.

Si en France les forces de gauche et écologistes sont devant le RN et Macron, en Kanaky il en est de même : ces résultats aux Européennes non communiqués par les « médiaboliques » nous indiquent que ces forces réunies obtiennent 30 % du maigre électorat loin devant le RN ou Macron, sans parler de la droite (de laquelle se revendiquent les ex-tenants de l'oligarchie locale)

Voici donc le nouveau monde : deux forces principales les écolos et les forces de gauche face aux fascistes, racistes, nazillons et une minorité, la droite et le centre mou façon Macron. Demain pour le pays et l'intérêt général le Gouvernement devra prendre en compte cette nouvelle donne et trouver des solutions innovantes, efficaces, pérennes et audacieuses pour honorer sa proposition de gestion écologique. A commencer peut-être, par faire en sorte que le code minier n'efface pas le code de l'environnement. Autrement



© Marine Nationale

dit que les intérêts particuliers ne passent plus avant l'intérêt général. Également au sujet du parc marin il n'est pas admissible que l'on prévoit d'exploiter 70 % du parc pour en protéger 30 % comme veulent le faire aussi des associations dites de « défense de l'environnement » américaines ou étrangères tels PEW, CI (Conservation Internationale) WWF ou bien l'IRD, l'IFREMER et d'autres... Ces gens ne sont pas nos amis. Ils sont là pour exploiter le Parc et nos richesses avec l'aval du précédent Gouvernement. Restons vigilants, attentifs et acteurs car nous sommes les premiers concernés et majoritaires.



INTERNATIONAL

Nos résultats dans les urnes donnent un élan positif à l'indépendance auprès des instances internationales

La dernière mandature de l'accord de Nouméa entamée et le processus référendaire bien lancé nous obligent à continuer de progresser dans l'Unité.

D'ailleurs, la motion de politique générale adoptée par le FLNKS à son 37^e congrès : « Kee wânini, kee vê tâvu », le samedi 30 mars 2019 à KOWE KARA, a conforté « la ligne stratégique du FLNKS tant au niveau du terrain, que dans les espaces institutionnels et au niveau international ».

Pour ce faire, le Front a engagé ses structures : « à développer davantage les actions de mobilisation au niveau national, régional et international ».

Les 43.33 % du 4 novembre 2018 ont redistribué les cartes, notamment au niveau des Nations Unies sur le sujet de Kanaky-Nouvelle-Calédonie.

Cette franche évolution doit aussi nous pousser à augmenter notre capacité d'action. C'est dans le respect des dispositions offertes par le

comité spécial de décolonisation que nous mènerons à terme le combat, pour l'avènement d'un État libre et démocratique dans le Pacifique prévu en 2020. Afin de consolider notre action à ce niveau, il est nécessaire de rappeler l'appui important des pays de l'Océanie, particulièrement celui de nos frères Mélanésiens, à l'instar du représentant permanent de la Papouasie-Nouvelle-Guinée à l'ONU. Ce dernier précisait à New-York il y a quelques semaines que « l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie dans le cadre du processus de décolonisation des Nations Unies demeure une priorité pour le Groupe de Fer de Lance Mélanésien et nous attendons avec une énergie renouvelée la reprise du processus d'autodétermination et nous réaffirmons notre engagement à continuer de diriger et d'appuyer l'excellent travail accompli par le Comité des 24 sur la question de la Nouvelle-Calédonie (...) ».

Les prochains mois coïncideront

également avec la poursuite des programmes politiques au sein du GFLM (Groupe du Fer de Lance Mélanésien) pour continuer à préparer 2020. Il s'agit principalement du travail pour bonifier notre approche sur le fonctionnement des compétences régaliennes, tout en poursuivant notre action de lobbying au niveau régional et international.

Enfin, il est nécessaire et important d'appeler une nouvelle fois nos militants et responsables à poursuivre les actions de solidarité envers nos frères et sœurs de West Papua, mais aussi à l'endroit du Président Temaru qui subit une nouvelle fois les caprices de la puissance coloniale. Le vieux Oscar est convoqué au tribunal français de Tahiti le 19 juin 2019, la mouvance nationaliste Kanak est invitée à apporter son soutien à ce fidèle compagnon de nos leaders martyrs.



Emploi local : En 2019, la parole aux Conquérants¹ de l'emploi

Vous n'avez pas encore goûté au parcours du combattant ?

Vous allez adorer le parcours du Conquérant !

Épisode 2 : Mais que font ces 30 000 feignasses, fainéants ?

Chères lectrices, chers lecteurs,
En 2017, pour la première fois en Nouvelle-Calédonie, le taux de chômage fut mesuré. (voyez-vous à quel point nous sommes complètement ignorés?).

Alors selon la définition du bureau international du travail (BIT) au sein de l'INSEE NC, le chômage s'élevait à **11,6 % soit 14 900 personnes.**

En ajoutant à la population des chômeurs celle des inactifs au sens du BIT qui déclarent aussi souhaiter un emploi, sachant que plus de la moitié a entre 25 et 49 ans et que cette enquête a concerné 3 900 ménages et 5 800 répondants âgés de 15 ans ou plus, le résultat a été que : **28 000 personnes en âge de travailler étaient ainsi en marge du marché du travail en 2017 en Nouvelle-Calédonie.**

Contrairement à ce qui est inscrit dans l'inconscient collectif, et dans le langage, être sans emploi n'est pas synonyme d'être sans activité.

Ironie du sort ou hypocrisie organisée, la plupart des commentateurs quant à la façon de trouver un emploi (rapidement, efficacement, assurément et blablabla...), n'ont jamais eux-mêmes été confrontés à cette dure et triste réalité.

Sans nul doute, trouver un emploi de nos jours, peu importe sa qualification, son expérience, relève du défi !

Commençons par la description d'une partie de leurs actions journalières :

Et les jours se ressemblent et s'éternisent...

Ils se réveillent à une heure où nombre de leurs amis chaudement protégés par un CDI roupillent tranquillement en rêvant à leurs

prochaines vacances (le sans-emploi, lui, n'a jamais de vacances), et ils se couchent quand ces derniers trinquent à l'achat d'une maison (le sans-emploi, même optimiste, a rarement des occasions pour trinquer). »

Et les gestes répétitifs se succèdent...

Fin le temps où ils trouvaient les offres d'emploi que dans les presses écrites. Nous sommes à l'heure du numérique. Tout va à 100 à l'heure !

Contrairement à d'autres horizons qui eux ont presque complètement déshumanisé ce processus de recherche d'em-



ploi, ici sur notre si merveilleuse île du pacifique, ils peuvent encore avoir des contacts humains.

Ils ont 2 solutions : soit se rendre dans des locaux provinciaux ou soit effectuer leur recherche d'emploi en ligne quand le logiciel fonctionne.

Cette dernière solution leur permet d'être bien confortablement installés dans un fauteuil, à l'abri du monde.

Néanmoins, ils dégustent une bonne dose de désocialisation, et ils profitent par moment de petit soupçon de déprime. Par contre, les Conquérants sont dépourvus de pouvoir face à la diffusion des offres d'emploi via le Net. La loi n'encadre pas clairement ces publications et elle n'est pas suffisamment contrôlée.

Ce qui fait que les offres d'emploi pululent de tous les bords sur la toile bleue et nous ne savons plus où donner de la tête et surtout, surtout des infractions au Code du travail se produisent tous les jours.

Et des rituels se mettent en place...

Téléphone, e-mails, formulaires en ligne, photocopies, scans... Pendant deux à trois heures, selon les jours, ils postulent, ils cherchent des offres, ils adaptent leurs CV, ils ciblent, ils reformulent, et ils rédigent des lettres de motivation.

Des matinées entières parfois des journées sont consacrées à l'envoi massif de bouteilles à la mer.

Et pour finir de les achever, sur par exemple 100 bouteilles envoyées à la mer, 4 réponses arrivent tout au maximum avec un refus à peine motivé par le recruteur où est inscrit que leur profil est fabuleux, mais qu'ils ne peuvent y donner suite...

Et des questions envahissent peu à peu leur esprit

«...qu'est-ce que je n'ai pas fait, qu'est-ce que j'aurais dû faire... ».

Et la recette du « bon CV » !

Il doit être court (pas plus d'une page) ou non, il doit être « précis » pour se concentrer sur l'essentiel, ou non, il doit exposer clairement vos compétences sans en dire « trop »...

Autant vous le dire à ce stade, celui qui découvrira un jour, la recette tant jaloussée du « bon CV » à tous les coups, il deviendra incontestablement un milliardaire ! L'ère du CV serait-elle en train de vivre ses dernières heures ?

Peut-être à en croire les innovations qui se profilent doucement, mais sûrement.

Et la fameuse lettre de « motivation » !

Vous avez dit motivation... c'est plutôt un tapis de mensonges arrangé oui !

Là aussi, la flopée de conseils en tout genre ne manque pas à l'appel !

Alors que les recruteurs peinent à consacrer un temps supérieur à 10 secondes pour lire le CV, combien sont-ils à réellement lire la « lettre de motivation » ?

Certains osent l'avouer, ils ne prennent pas la peine de lire notre prose même écrite de façon manuscrite.

La vérité est donc ailleurs !

Alors parmi les ingrédients d'une bonne lettre de motivation, il y a le rappel des éléments contenus dans l'offre d'emploi comme l'intitulé du poste, l'énumération des tâches, l'exigence de qualifications.

Autrement dit, on nourrit notre lettre de motivation en la graissant ici et là des informations produites par le recruteur. Ainsi, imaginez-vous devant une offre d'emploi où l'employeur reste anonyme (c'est-à-dire que les employeurs ont le droit, ne pas donner leur identité. On donne ainsi toutes nos informations personnelles à des inconnus !) et que le corps de l'offre n'est pas détaillé.

Bonjour le case-tête pour la rédaction d'une lettre de motivation ! (on devrait boycotter ce genre d'employeur ou leur envoyer une lettre et cv anonyme aussi.) La triste vérité, vous l'aurez devinée au travers de ces quelques lignes, c'est qu'il n'existe aucune recette prodigieuse pour nous aider à trouver un emploi.

(1) J'utilise ce terme "Conquérants" car je considère que nous ne sommes pas des mendiants (au sens figuré) à être à genoux entrain de "demander/quémander" un emploi pour que je définisse ma fonction professionnelle en utilisant le terme « demandeur ».